

Covid-19 au Burundi : les autorités entre déni et cacophonie

Jeune Afrique, 08 février 2021 Avec seulement trois décès déclarés depuis le début de la pandémie, les autorités burundaises sont accusées de minimiser le bilan du Covid-19. Le cartage du programme Covax pour l'accès à la vaccination au Burundi est mis en cause pour sa gestion jugée catastrophique de la crise, alors que le virus gagne du terrain.

« Le gouvernement a semé ce qu'il a récolté. Il paye ses discours semant le doute sur son sérieux face à la pandémie », déplore Célestin Ndayishimiye, spécialiste burundais en épidémiologie tropicale, pas le moins du monde par la mesure de l'Organisation mondiale de la Santé. Le 3 février, l'OMS, en collaboration avec l'Alliance du vaccin (Gavi) annonçait la liste des pays bénéficiaires du dispositif Covax, destinée à réserver une part des vaccins anti-Covid-19 aux pays à revenu faible ou moyen. Alors que 47 États africains en font partie, le Burundi a été exclu de son côté. En 2021, il ne recevra donc pas de vaccin dans ce cadre. Une éviction aux allures de sanction suite aux discours de déni des autorités burundaises sur la pandémie. Fin décembre 2020, le président Ndayishimiye avait ainsi déclaré que « le virus n'existe pas au Burundi. D'ailleurs, les autres viennent se faire soigner ici et préfèrent leur guérison. Dieu nous protège ». Lire la suite dans Jeune Afrique